

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : AMR 34/021/2007 (Public)

Bulletin n° : 164

ÉFAI

Embargo : 29 août 2007 00h01 TU

### **Guatemala. Les candidats à l'élection présidentielle doivent s'occuper des séquelles du conflit**

Dans une lettre rendue publique ce mercredi 29 août, Amnesty International exhorte les candidats à l'élection présidentielle qui aura lieu au Guatemala le 9 septembre à mettre fin à la violence politique qui secoue le pays et à résoudre les séquelles du conflit armé interne en s'attaquant au problème de l'impunité dans le pays.

*« La prolifération actuelle de groupes clandestins qui alimentent un cycle perpétuel d'atteintes aux droits humains en toute impunité s'explique par le fait que les responsables des milliers d'homicides, viols, actes de torture et « disparitions » commis pendant le conflit qui a déchiré le Guatemala pendant trente-six ans n'ont jamais eu à rendre compte de leurs actes, a déclaré Kerrie Howard, directrice adjointe du programme Amériques d'Amnesty International. Il faut s'occuper du passé pour mieux appréhender l'avenir. »*

*« Ils sont des millions au Guatemala pris au piège de la pauvreté, de la violence, de la discrimination et de l'impunité, a-t-elle ajouté. La violence contre les femmes, la discrimination à l'égard des populations indigènes, la défaillance du système de sécurité publique et l'impunité généralisée ne sont que les symptômes de la crise des droits humains que vit le pays. »*

*« Les informations faisant état d'actes de violence commis dans le cadre de la campagne électorale sont extrêmement préoccupantes. Amnesty International appelle tous les candidats à condamner immédiatement ces agissements et à veiller à ce que la campagne se déroule dans le respect de la légalité et des normes internationales relatives aux droits humains. »*

Dans sa lettre, Amnesty International met l'accent sur certains de ses sujets de préoccupation les plus vifs concernant la situation des droits humains au Guatemala : l'impunité généralisée pour les violations des droits humains commises actuellement et par le passé ; les violences dont sont victimes les femmes et les indigènes, et les agressions dont font l'objet les défenseurs des droits humains.

La sécurité publique s'est détériorée au cours des dernières années, les chiffres de la police faisant apparaître une augmentation considérable du nombre de meurtres. Les forces de sécurité ont en outre été accusées d'implication dans actes de torture et des homicides dont ont été victimes des personnes qu'elles soupçonnaient d'être des criminels ou d'appartenir à des gangs, y compris des mineurs. Cependant, la plupart de ces allégations ne font jamais l'objet d'enquête.

Des centaines de femmes sont victimes chaque année de violences sexuelles et d'homicides. Selon les données fournies par la police, 581 femmes ont été tuées pendant la seule année 2006, ce chiffre venant s'ajouter au total de 2 200 femmes assassinées entre 2001 et fin 2005. Les enquêtes sur ces meurtres n'ont pas vraiment avancé et les risques pour les femmes restent entiers.

Dans sa lettre, Amnesty International attire également l'attention des candidats sur la situation précaire des personnes vivant dans les zones rurales, en particulier les populations indigènes, souvent confrontées à des hauts niveaux de pauvreté et prises au cœur de conflits violents liés aux droits fonciers.

Depuis 2004, Amnesty International a été informée de plus de 85 expulsions ici et là dans le pays. Nombre de ces évictions se sont traduites par de graves violations des droits humains et des blessures et ont laissé des personnes sans abri.

L'organisation s'est dite également préoccupée par les menaces, manœuvres d'intimidation et attaques dont font l'objet les défenseurs des droits humains au Guatemala. Selon des organisations sur place, il y aurait eu environ 136 cas d'intimidation ou d'agression de militants au cours des six premiers mois de l'année 2007. Ces organisations ont également recensé 577 épisodes de ce type entre 2004 et 2006. La plupart de ces affaires n'ont donné lieu à aucune enquête ni sanction.

*« Si les candidats à l'élection présidentielle ne se montrent pas prêts à mettre fin à ces violences, changer la situation au Guatemala sera lent et difficile, a conclu Kerrie Howard. C'est pourquoi, Amnesty International leur demande de s'engager explicitement à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes ayant trait aux droits humains. »*

**La lettre ouverte d'Amnesty International aux candidats à l'élection présidentielle sera consultable sur le site de l'organisation à partir du 29 août, à l'adresse électronique suivante : <http://web.amnesty.org/library/Index/ENGAMR34202007>**

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566

Amnesty International – 1 Easton St., Londres, WC1X 0DW Site : <http://www.amnesty.org>